

Conférence d'Alain Bourdin

« L'urbanisme après la crise : peut-on faire une ville durable? »

Mardi le 9 février 2010

INRS-UCS

Propos recueillis par Annie-Claude Labrecque

Cette conférence présentée à l'Institut national de la recherche scientifique – Centre Urbanisation Culture Société à Montréal avait comme objectif de rendre compte de la pensée du sociologue-urbaniste Alain Bourdin et d'explorer les grandes idées développées dans ses deux plus récents ouvrages : « Du bon usage de la ville » (2009) et « L'urbanisme après la crise » (février 2010).

Au cours des dernières années, la pensée d'Alain Bourdin a grandement été influencée par les relations étroites qu'il entretient avec les urbanistes et les architectes dans le cadre de ses recherches. Cette diversité d'intérêts l'a mené à développer un discours à la fois particulier et critique face à l'urbanisme et à la sociologie.

D'entrée de jeu, le conférencier confie que les deux ouvrages qu'il nous présente ont été écrits un à la suite de l'autre – le premier étant davantage sociologique et le deuxième, rattaché aux enjeux opérationnels et fonctionnels de la ville. Les ouvrages suivent une ligne directrice dominée par deux expériences contradictoires, mais qui expliquent les visions de l'auteur. L'une de ces expériences se concentre sur le plan académique et disciplinaire. En tant que sociologue, Bourdin croit de moins en moins à l'urbanisme tel que vu, conçu et appliqué en France. Paradoxalement, la deuxième expérience se concentre sur le terrain, avec les concepteurs. Cet ancrage dans la pratique a permis à Bourdin de revêtir l'habit d'un urbaniste qui intervient directement et concrètement dans la ville. Ces deux expériences lui permettent aujourd'hui d'affirmer que c'est la pratique (et non l'académique) qui définit davantage l'urbaniste.

Suite à cette introduction, Bourdin mentionne que son exposé se concentrera sur les cinq grandes idées au centre de ses deux ouvrages :

1. Revenir sur ce qui a été dit au cours des 10 ou 15 dernières années au sujet des transformations majeures dans les réalités urbaines;
2. Défendre l'idée de régulation, élaborée par la sociologie et l'économie, contre l'idée de gouvernance, élaborée par le politique et qui se concentre presque exclusivement sur les acteurs;
3. Dénoncer, ou du moins réviser, les croyances sur l'urbanisme libéral;
4. Revenir sur la question de la ville durable, sur une définition ou sur une absence de celle-ci;
5. Élaborer des propositions sur la manière de produire et de gérer la ville, aussi durable qu'elle puisse être.

Les réalités urbaines

Pour Bourdin, il y a toujours un décalage entre la ville que l'on pense et que l'on se représente et celle qui existe réellement, influencée par de multiples réalités urbaines, sociales, culturelles, économiques et autres. Il est nécessaire de se questionner, de définir, de déchiffrer et même d'inventer ces réalités urbaines afin de voir comment il nous est possible de penser la ville dans

ces conditions. Selon Bourdin, la ville n'existe plus comme entité délimitée avec un centre, des banlieues et une périphérie. Cette conception n'est pas représentative de la réalité, comme le montrent les exemples de Louvain-la-Neuve et de Sao Paulo – ces deux villes ne correspondant pas aux schémas typiques d'aménagement ou d'urbanisme. La ville de Louvain-la-Neuve en Belgique a été aménagée de façon à laisser croire à ses habitants qu'ils vivent en campagne alors qu'en observant de plus près les habitudes de mobilité et le marché de l'habitation, on se rend compte que la ville est plutôt une extension de Bruxelles, la capitale. À Sao Paulo, l'aménagement de la ville ne suit pas non plus le modèle classique du centre développé entouré d'une périphérie pauvre. Des poches de pauvreté et de forts développements peuvent être repérées n'importe où sur le territoire de la ville. Autre exemple, celui du quartier Cayoacan à Mexico, qui n'est ni un quartier de centre-ville ni un village, mais les deux.

Le défaut principal de l'urbanisme serait donc de s'intéresser seulement à ses certitudes, à ses modèles, et non pas à ses incertitudes, à l'évolution de ses modèles ou à l'émergence de structures d'aménagement atypiques. Toutefois, les incertitudes sont importantes. Elles alimentent la recherche et par conséquent, l'empêchent de tourner en rond. Dans le même ordre d'idée, Bourdin ajoute qu'il serait important de revoir l'idée que nous nous faisons de la notion d'espace. Celle-ci n'existe qu'à travers la perspective que nous nous en faisons et à travers son usage. Ainsi l'émergence d'une définition dominante de l'espace pose problème pour les architectes. Ceux-ci travaillent sur une forme spatiale bien précise, alors qu'il serait nécessaire de travailler sur d'autres perspectives qui ne découlent pas automatiquement de la définition classique de l'espace. Les architectes devraient requalifier et redéfinir leur objet d'intervention. Les nouvelles technologies contribuent au changement de la perspective envers l'espace. Le GPS, par exemple, amène une nouvelle manière de construire des points de repère en ville. L'espace subit une transformation radicale dans la manière de le vivre, transformation influencée par l'évolution des sociétés et des besoins.

De la gouvernance à la régulation

Pour Bourdin, la théorie de la gouvernance, bien qu'elle soit utile, n'est probablement pas la plus grande création de la science politique – elle se concentre trop sur les acteurs impliqués dans un phénomène. Alors que les questions centrales en science politique (comment les acteurs s'organisent pour travailler et être efficaces ensemble, ou encore comment s'organiser pour produire de l'action) permettent de s'interroger sur les dynamiques de relation, une vision plus sociologique et économique mène à un raisonnement nouveau. L'idée que les réalités urbaines peuvent s'organiser autour d'un ordre stable est fautive. La ville d'aujourd'hui est la représentation parfaite du désordre. Les déséquilibres deviennent des sources de création et d'innovation qui permettent d'aller de l'avant, or l'innovation ne peut pas exister dans la stabilité étant donné qu'elle émerge du mouvement. En contrepartie, la gouvernance aspire à la stabilité, ce qui semble impossible à réaliser. À titre d'exemple, les sociétés locales traditionnelles et bourgeoises, existent encore, mais elles sont grandement marginalisées. Elles n'influencent plus l'ensemble urbain comparativement aux populations mouvantes. L'espace urbain se refait constamment, ce qui va à l'encontre même des principes de stabilité de la gouvernance.

Dans ces conditions, comment remettre de l'équilibre dans un système qui se caractérise par son déséquilibre? La stabilité reviendrait-elle à avouer la fin du système? Est-ce que le développement mène inévitablement vers une déstructuration? Du point de vue de la

régulation, la société n'est pas faite d'un système, mais se compose de plusieurs systèmes indépendants qui fonctionnent l'un par rapport à l'autre. Ce n'est pas tant l'ordre qui est recherché, mais plutôt une stabilité dans les déséquilibres : la capacité de vivre et de modifier les déséquilibres pour qu'ils répondent aux besoins. Il s'agit de faire fonctionner les enjeux urbains des différents systèmes aujourd'hui dans une perspective de changement demain. Ce sont le développement, le changement et la pensée à long terme, prônés par la régulation, qui définissent le mieux le développement durable. À l'inverse, penser à long terme, mais agir à court terme mène à la destruction de la régulation, car les solutions d'aujourd'hui, pensées pour régler un problème ponctuel, seront les problèmes de demain. La stratégie à adopter demeure donc la vision à long terme. Malheureusement, le problème est que cette stratégie est considérée dans une perspective de concurrence.

Le développement à long terme vu par la régulation est un risque nécessaire à prendre, mais qui est toujours évité. Les experts de l'urbain préfèrent encore la remise en équilibre, mais d'une manière fragmentée, sans penser au long terme. Les visions de développement les plus durables, qui ont une grande pensée à long terme, sont souvent les visions qui ne se concrétisent pas par des projets à long terme, car ceux-ci fixent des obligations, des échéanciers et des structures qui, par leur nature, tendent à instaurer une stabilité et une vision définitive d'un certain nombre d'éléments.

Les croyances de l'urbanisme libéral

Bourdin insiste ici sur certains éléments clés de l'urbanisme libéral devant être remis en question afin de mener plus loin les réflexions sur la ville durable et sur le développement durable.

Premièrement, Bourdin questionne les croyances entourant les propos tenus sur la concurrence. Les systèmes urbains ne sont pas des firmes ou des ensembles en concurrence qui peuvent s'améliorer seulement en se comparant. La réalité est plus complexe que cela. Du même coup, il est impossible de transférer un modèle de ville dans une autre sous le seul prétexte qu'il fonctionne. Le modèle de la ville A, qui a permis à celle-ci de se redynamiser, ne peut être implanté tel quel dans la ville B. Il existe trop de conditions, d'enjeux locaux, sociaux, culturels, politiques et même financiers qui influencent la construction du modèle de la ville A. Plus encore, ce modèle répond à des besoins particuliers forgés par les ressources originales du milieu. La vision libérale de la concurrence des villes, en implantant par exemple le modèle de Barcelone à Rio de Janeiro, ne peut pas fonctionner, car les réalités de ces deux villes sont complètement différentes.

Deuxièmement, Bourdin se penche sur les effets pervers de la théorie de la ville créative selon Florida. L'innovation, bien qu'elle soit au centre de beaucoup de choses, comme le développement économique, n'est pas automatiquement gage de réussite pour une ville. Ce n'est pas en transformant la ville en un lieu propice à la créativité par la combinaison de ressources, de talents et de technologies par l'entremise d'artistes, d'intellectuels et de prestataires de services aux grandes firmes qu'une ville se développera dans le long terme. Un nouveau modèle urbain se basant sur l'innovation et les transformations culturelles ne doit pas pour autant négliger les effets qu'il peut avoir sur la stratification sociale, par exemple. Le problème de la théorie de la classe créative, c'est qu'elle semble sauter certaines étapes dans son édification, passant de l'énoncé des problèmes urbains constatés à l'énoncé de réflexions

sur les solutions à apporter à ces problèmes. Le questionnement sur ce qui doit être créé et sur ce qui sera créé pour régler les problèmes soulevés est totalement évité. Il est important de considérer le rôle des opportunités, du contexte social, de la présence ou de l'absence de personnes clés aux ressources particulières dans la création d'innovation. Il est aussi important de tester les hypothèses de développement en passant outre les croyances, de les soumettre au filtre empirique et pratique des conceptions afin de déterminer leur validité.

Troisièmement, Bourdin critique l'idée libérale selon laquelle il existe une méthode, un modèle idéal. Les acteurs de la ville sont incapables d'admettre qu'au contraire, il n'existe pas de méthode idéale. Ainsi, il faut nuancer l'importance des bonnes pratiques. Discourir, échanger, partager des idées sur ce qui peut être ou ne pas être de bonnes pratiques est positif pour stimuler l'innovation. Par contre, les bonnes pratiques deviennent problématiques, voire catastrophiques, lorsqu'elles deviennent des normes, des règles à appliquer pour assurer le développement urbain. Les bonnes pratiques perdent de leur bon sens au moment où elles deviennent un modèle à imiter, ou encore un ensemble de critères presque universels. Le danger avec la notion de développement durable est qu'elle se définit présentement par un certain nombre de critères qui deviennent graduellement universels. L'ajustement permanent nécessaire dans le développement d'un espace urbain durable est laissé de côté. Selon Bourdin, l'adoption d'une bonne méthode dans les croyances provoque le naufrage de la connaissance. L'échec du concours pour penser l'avenir du Grand Paris en est un bon exemple. Après quatre mois de travaux par 10 équipes d'experts, les résultats sont décevants : le discours demeure flou, certaines idées emblématiques sont présentées, mais les idées les plus innovatrices sont passées sous silence et aucun résultat concret n'émane des experts impliqués. Cet échec montre en partie la domination de certaines croyances et de modèles de communication qui préfèrent la simplicité. En effet, il est ardu de communiquer au public des thèmes complexes, alors qu'il est facile de parler en termes de croyance. Au final, on demeure dans l'immobilisme.

La ville durable

Le problème à la base de la ville durable est qu'elle est devenue un objet de croyance, alors que, comme Bourdin vient de l'expliquer, les croyances mènent à l'immobilisme, à l'idée de la méthode unique, aux objets de communication plutôt que de réflexion. La course aux écoquartiers, nouveau modèle à la mode, en est un exemple. Un architecte a construit un quartier de logements sociaux respectant les enjeux sociaux et environnementaux de l'endroit, et celui-ci s'est vu attribuer l'appellation d'écoquartier, alors que rien au départ n'avancait ce but. Cet exemple montre que tout exercice de réflexion ou d'intervention de ou dans la ville doit entrer dans un modèle. Tout un parcours ponctué des préoccupations réelles des individus se voit négligé. C'est donc en ce sens qu'il est grave de vouloir formaliser certaines pratiques. Par ce processus, les préoccupations sociales sont la plupart du temps éliminées des réflexions.

Ce qui demeure tout de même intéressant avec la notion de développement durable, c'est qu'elle est encore à inventer. Il faut faire certains compromis entre les différentes écoles de pensées sur le développement durable, écoles parfois en grande opposition, voire en contradiction. Il faut tracer des lignes directrices liant la pensée environnementale, sociale, économique et autre pour dépasser ces contradictions. Ainsi, il sera possible de passer à un dialogue international semblable à celui qui a permis la création de la Charte des droits de l'Homme. Mais tout reste encore à faire avec le développement durable. Il n'est pas possible de mettre en œuvre le développement durable s'il n'est pas inventé et construit. Une chose

demeure certaine, le paradigme des conséquences doit avoir une place de choix à l'intérieur de la pensée sur le développement durable. En effet, le développement durable est la nouvelle manière de concevoir le monde à fabriquer et à produire plutôt qu'à préserver. Cela nécessite une méthodologie, une pensée organisée, une réflexion poussée sur les conséquences et une théorisation de ces mêmes conséquences. Le problème est que présentement, il y a peu de réflexions ou de modèles de réflexion qui s'inspirent du paradigme des conséquences.

Étant donné le manque de temps, Alain Bourdin a décidé de ne pas aborder le cinquième point de sa présentation : les propositions pouvant être faites afin de faire et de gérer les villes.

Échanges avec la salle

Une première personne de l'assistance aimerait que Bourdin échange sur l'idée de surprise. Comment prévoir toutes les éventualités si la finalité demeure toujours la surprise? Bourdin répond à cela en mentionnant que la pensée actuelle va dans deux directions opposées. La première direction est celle de la formalisation de l'hyperprévisibilité. On tente de tout normaliser, entre autres avec des critères, afin de pouvoir tout prévoir, de tout évaluer alors qu'il est impossible de penser l'imprévu. Dans ce contexte, il devient difficile de développer une pensée autonome ou même de mener un exercice intellectuel qui sort des rangs. La deuxième direction est celle du post-post-modernisme, qui tend à reprendre en compte l'importance de l'imprévu. Le paradigme des conséquences permettrait de se rapprocher des notions d'imprévu, car il prône un raisonnement ouvert, flexible et capable d'évoluer. En étant conscient des multiples conséquences, il nous est théoriquement possible de penser à tout et donc de penser même à l'imprévu, ou du moins de considérer son existence. Il s'agirait donc d'intégrer le changement dans nos réflexions pour réfléchir en termes de conséquences et donc d'imprévus pour diminuer l'idée de surprise.

Une autre personne de la salle demande certaines mises au point sur les notions de gouvernance et de régulation. Bourdin explique qu'il n'y a pas de réelle opposition entre la gouvernance et la régulation. La régulation devient seulement nécessaire au moment où raisonner en termes de gouvernance ne permet pas d'aller plus loin. La régulation permet de mettre l'accent sur les processus socio-économiques et non pas sur les acteurs. En travaillant sur ces processus, il est possible de mieux saisir les processus cognitifs, leur mode de construction et voir d'autres types d'acteurs qui pouvaient être ignorés par la gouvernance. Ainsi, il devrait y avoir une interaction entre la gouvernance et la régulation afin d'aller plus loin dans les réflexions. Sur la question de la ville durable ou du développement durable en ville, le déclenchement de nouveaux paradigmes ou processus cognitifs de régulation peut permettre une évolution des échanges entre les acteurs et donc revoir par le fait même certains processus de gouvernance.

Finalement, une dernière personne demande des précisions sur une idée de Bourdin. Si la ville est désordre, le rôle de la régulation est-il de remettre un équilibre dans la ville? Bourdin précise que pour lui, la notion d'ordre renvoie à l'idée d'ordre social se caractérisant par un ensemble de hiérarchies, de normes et de structures de répression, alors que la notion d'équilibre réfère à l'idée de système, et la ville est faite de systèmes interreliés. Dans les dispositifs urbains actuels, ce sont les acteurs, les services, etc. qui font cet équilibre. La question qu'il faut maintenant se poser, c'est comment ce système, fait de plusieurs parties, évoluera vers un équilibre, équilibre pouvant se définir par sa capacité de redéfinition, donc par sa capacité à retourner au

déséquilibre? L'enjeu majeur est donc de voir si la ville deviendra une suite d'éléments qui ne sont pas des systèmes et qui explosent sous la pression du changement ou si, au contraire, la ville sera en mesure de se construire une organisation systémique qui tendra vers l'équilibre en se redéfinissant constamment. Ce questionnement est surtout valable dans les pays en voie de développement où, en raison du contexte, les villes sont considérées comme instables.

***Propos recueillis et mis en forme par Annie-Claude Labrecque
20 février 2010***